

# Communauté de Communes Terres Toulaises

Etude globale de l'exercice de la compétence « Eau » regroupant l'eau potable, l'assainissement (collectif et non collectif) et la gestion des eaux pluviales



*Synthèse des conclusions de l'étude  
07/02/2019 – Conseil communautaire*

# Déroulement de la mission /phasage

## Phase 1: Recueil des données

- Recueil des données techniques
- Organisation et financement des services
- Etat des milieux aquatiques et objectifs SDAGE, SAGE, PAOT
- Synthèse



Échéance : juin 2018

## Phase 2: Bilan de la situation existante

- Analyse technique par service
- Analyse organisationnelle et financière par service
- Comparaison technique et financière des services



## Phase 3: Préparation à l'exercice des compétences

- Etudes des besoins et objectif des services
- Définition de modes de gestion adaptés
- Procédure d'application du transfert de compétences
- Impact du transfert de compétences

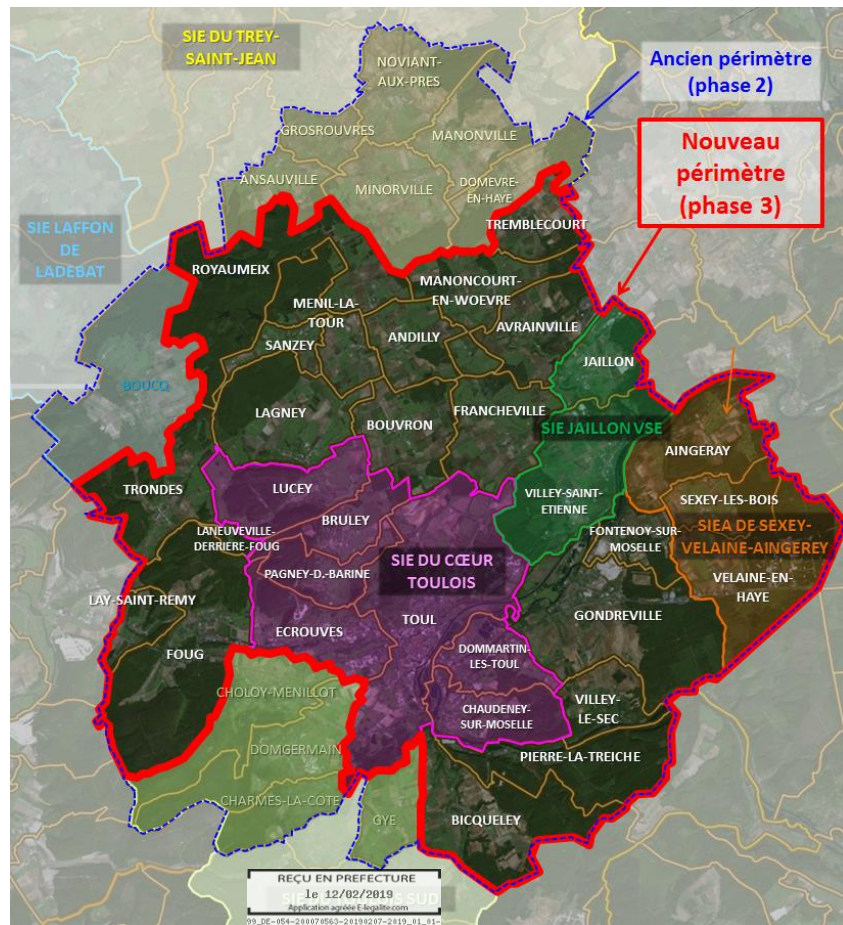


Échéance : décembre  
2018 / janvier 2019




# Orientations sur le transfert de compétences / périmètre étudié

- ❑ **Assainissement** : périmètre inchangé, soit tout le territoire de la CC2T (transfert effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018).
- ❑ **Eau potable** : périmètre diminué de l'emprise des syndicats AEP à cheval sur 2 EPCI ou plus (cf. carte ci-contre). 11 communes sont donc sorties :
  - Les 6 communes Sie du Trey St Jean
  - La commune de Boucq (Siell)
  - Les 4 communes du SIETS et du SMETS

*Bilan: 31 communes dont 12 intégrées à un syndicat existant. Population : 41 520 habitants pour 14 631 ab.*



- ❑ Que cela soit pour le service de l'eau potable ou de l'assainissement collectif, les enjeux pour la CC2T concernant :
  - La gestion patrimoniale des services (investissements et renouvellement des actifs)
  - L'exploitation du service (la gestion technique au quotidien de la fourniture d'eau potable et de l'évacuation des eaux usées / eaux pluviales)
- ❑ D'un point de vue économique, les conclusions de l'étude sont que :
  - C'est principalement la gestion patrimoniale et les investissements qui pourraient impacter à l'avenir et faire évoluer le prix de l'eau et de l'assainissement (suivant la volonté et le rythme qui sera choisi par les élus),
  - L'exploitation du service n'impacterait pas - ou de manière minime - l'évolution future du prix de l'eau (neutralisation des charges de personnel moins élevées en régie par la capacité de mutualisation et de négociation des opérateurs privés auprès des fournisseurs).
- ❑ D'un point de vue technique, les conclusions de l'étude mettent en évidence l'intérêt de la gestion à l'échelle communautaire des services d'eau et d'assainissement pour notamment :
  - La mutualisation du service (taille critique du service atteinte)
  - L'usager : un interlocuteur unique (facture, branchements, urbanisme, ...)
  - La Réflexion et la mise en œuvre de la sécurisation de l'alimentation en eau potable plus facile à l'échelle communautaire

- La maîtrise du service par la Collectivité** 
  - **Maîtrise des conditions d'exécution du service** (choix des priorités en matière d'exploitation, de travaux d'extension / renouvellement, d'évolution de tarif,...) ;
  - **Exposition des élus à la responsabilité** civile et pénale ;
  - **Maîtrise de la politique sociale du service** : Gestion des personnels et des problématiques associées (formation des agents, organisation du temps de travail, augmentations de salaires)
  
- La qualité / technicité du service** 
  - **Qualité / technicité des prestations sur réseaux et ouvrages** : qualité d'exécution des travaux réalisés (respect des délais, des coûts et du cahier des charges, manuels de procédures normalisés), savoir-faire technologique et degré d'expertise d'exploitation, SIG,... ;
  - **Qualité des prestations relatives à la gestion clientèle** : gestion de la facturation et du recouvrement, traitement des réclamations et demandes clients, campagnes d'information et de sensibilisation des usagers, traitement des dossiers sociaux, télérelève,...
  - **Intégration du développement durable au cœur de la démarche d'exploitation** : préservation de la ressource, et lutte pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>
  
- La continuité du service** 
  - **Gestion des crises** (pollution, casse,...) et des risques d'arrêt. Réactivité et disponibilité des équipes.
  - **Gestion patrimoniale** : Suivi du programme d'entretien et de renouvellement des équipements

# Conclusion – Mode de gestion le plus adapté au contexte de la Collectivité

- Le mode de gestion qui semble le plus adapté au contexte de la collectivité est la régie avec prestation de service.

	Scenario I (DSP)	Scenario II (Régie intégrale)	Scenario III (Régie avec PS)	
Maîtrise du service	5 points	6 points	7 points	Scénario approfondi en COPIL- COTECH fin 2018 – début 2019  Conformément aux orientations politiques souhaitées
Qualité du service	10 points	7 points	10 points	
Continuité du service	9 points	9 points	10 points	
Economie du service	10 points	5 points	9 points	
Résultat de l'analyse	34 points	27 points	36 points	



## ❑ Recommandations sur la mise en œuvre de la régie avec prestations de service :

### ■ Préambule :

Le travail réalisé en fin 2018 a consisté à étudier les besoins et capacités des services en identifiant les prestations à internaliser ou externaliser. Les prestations à confier à des opérateurs privés ont été listées et une première approche du découpage des marchés a été proposée en COPIL-COTECH fin 2018. Lors du dernier COPIL-COTECH, les orientations ci-après ont été travaillées.

### ■ La gestion de la relation avec l'utilisateur (Eau et assainissement)

Reprise en régie de l'ensemble de la relation « usager » pour les services d'eau et d'assainissement (accueil, facturation, gestion clientèle, branchement, réclamation technique, ...) hors relève des compteurs envisagée avec des prestations d'appoint et/ou conventionnement avec les communes).

### ■ La gestion du service d'eau potable

1. La gestion en régie directe avec l'appui et la collaboration des communes (conventionnement) + des prestations de services d'appoint (nettoyage des réservoirs, astreintes, ...) sur les 17 communes suivantes :
  - Bicqueley, Francheville, Jaillon, Royaumeix, Sanzey, Ménil-La-Tour, Andilly, Pierre-La-Treiche, Bouvron, Avrainville, Manoncourt-en-W, Tremblecourt, Laneuveville-Derrière-Foug, Trondes, Lagney, Lay-St- Rémy et Foug\*

\* suivant nature et importance du conventionnement

## ❑ **Recommandations sur la mise en œuvre de la régie avec prestations de service :**

### ■ **La gestion du service d'eau potable (suite) :**

2. La mise en place d'une prestation de service (captage + production + entretien des réservoirs + distribution) d'une durée de cinq ans (fin au 31/12/ 2024) avec :
  - Périmètre de base (7 communes) : les DSP s'achevant avant le 31/12/2020 (Toul, Dommartin, Chaudeney, Pagney, Bruley, Ecrouves et Gondreville)
  - Option n°1 (4 communes) : les périmètres couverts par des DSP s'achevant entre le 01/01/2021 et le 30/06/2022 (Lucey, Sexey-Velaine et Aingeray)
  - Option n°2 (1 commune): le périmètre de la ville de Foug en fonction des souhaits de la commune en matière de conventionnement avec la CC2T
  - Un Bordereau de Prix Unitaire (BPU) pour des interventions au besoin, en appoint, sur tout le périmètre (nettoyage de réservoirs, recherche de fuite, réparations, astreintes....)
3. Les DSP qui perdurent au moins jusqu'en 2024 : Villey-le sec, Villey-Saint-Etienne et Fontenoy-Sur-Moselle

### ■ **La gestion du service d'assainissement :**

1. La gestion en régie directe des réseaux et postes de relevage (hors gros équipements) avec des prestations de services d'appoint (entretien de poste de relevage, maintenance, astreintes, ....) sur l'ensemble du périmètre,



## ❑ Recommandations sur la mise en œuvre de la régie avec prestations de service :

### ■ La gestion du service d'assainissement (suite) :

2. La mise en place d'une prestation de service (gros postes de relevage et stations d'épuration) d'une durée de cinq ans (fin au 31/12/2024) avec :
  - Périmètre de base : les STEP de Toul et Gondreville-Fontenoy démarrant au 1/01/2020 (+ gros postes de relevage juste en amont)
  - Option n° 1 : la STEP d'Aingeray démarrant au 01/01/2022 (à l'issue du contrat de DSP en cours)
  - Un Bordereau de Prix Unitaire (BPU) pour des interventions au besoin et en appoint sur tout le territoire en appoint sur le réseau et sur les petites STEP (entretien de poste de relevage, astreintes, ....)

### ■ Les marchés CC2T connexes existants à adapter, consolider ou relancer pour les services eau et assainissement :

1. Un marché de travaux « réseaux » : travaux neufs et réparations : à renouveler en juillet 2021 et à adapter avant
2. Un marché de travaux « branchements » : travaux neufs et réparations : à renouveler en juillet 2021 et à adapter avant
3. Un marché de contrôle, curage et inspection caméra des réseaux (vérification des travaux neufs + exploitation courante) : à renouveler en janvier 2020
4. Un marché destiné aux enquêtes, contrôles de conformité des branchements, détermination de filière pour l'assainissement non collectif et d'établissement des zonages ou leurs mises à jour : à lancer dès que possible
5. Un marché pour la réalisation des bilans d'autosurveillance des stations d'épuration (périmètre régie seule) : consultation annuelle

- ❑ Si cette organisation est retenue, à horizon 2020, les services de l'eau et d'assainissement mobiliseront environ 43 ETP se décomposant comme suit :
  - Régie : 20 ETP (15 ETP actuellement + 5 ETP complémentaires)
  - Nouvelles prestations de services : 17 ETP (opérateurs privés + convention avec les communes)
  - DSP (ayant une échéance comprise entre le 31/12/2021 et le 31/12/2029) : 6 ETP
  
- ❑ Les ressources actuelles en moyens humains des collectivités (CC2T, SIECT, syndicats et communes – hors bénévolat) sur les services de l'eau et d'assainissement étant d'environ 15 ETP, il conviendrait de mobiliser 5 ETP supplémentaires d'ici 2020 :
  - Gestion clientèle : 2 ETP
  - Service eau potable : 1,5 ETP
  - Service assainissement : 1,5 ETP

# Proposition d'organigramme simplifié de la régie au 1<sup>er</sup> janvier 2020

**Direction = 1 ETP\***

(\* Composé d'une partie du poste du responsable de Pôle et une partie des postes de DGA ressources et DGS)

## **Eau Potable 4,5 ETP (+1,5 ETP)**

- Responsable de service
- Gestion patrimoniale
- Contrôle des opérateurs privés
- Agents d'exploitation usines et réseau

## **Assainissement (y compris ANC) 8,5 ETP (+1,5 ETP)**

- Responsable de service
- Gestion patrimoniale
- Contrôle des opérateurs privés
- Agents d'exploitation usines et réseau

## **Comptabilité + Gestion Clientèle (hors relevé des compteurs) 6 ETP (+2 ETP)**

- Responsable de service
- Comptabilité
- Abonnement
- Accueil
- Facturation

- ❑ Cette exploitation mixte (Régie ET prestations de service) des services eau et assainissement permettra à la CC2T :
  - de bénéficier du savoir-faire éprouvé et des expertises pointues en matière d'exploitation de réseau et d'unité de traitement des sociétés privées,
  - de renforcer les équipes d'exploitation et de contrôle de la régie,
  - de renforcer son équipe clientèle, d'offrir aux abonnés une meilleure proximité et d'être en contact direct avec les souhaits de ces derniers.